1re ANNÉE BI-MENSUEL 1er AVRIL 1937

NOUVEAUX CAHIERS

2

Etudes

P. VALENTIN — Il faut organiser la paix

G. DE TARDE — Pour sortir de la « pause »

Pouvoir des mots

SIMONE WEIL — Ne recommençons pas la Guerre de Troie

A quoi pensent...

J. BARNAUD — L'industriel

Signe des temps. — *Chacun ses vérités*

RÉDACTION : 7, PLACE DE LA SORBONNE -- PARIS-Ve

ADMINISTRATION : LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN, 108, boul. ST-GERMAIN -- PARIS-VIe

Le numéro : 1 fr. 50

ETUDES

IL FAUT ORGANISER LA PAIX

Les peuples ont perdu peu à peu confiance dans la Société de Genève, déçus à la fois par ses contradictions et par ses échecs. Aujourd'hui les préparatifs militaires ont à leur tour cessé de les tranquilliser. Tour à tour l'Allemagne, la France, l'Angleterre, l'Italie, la Russie invoquent les armements des autres pour multiplier les leurs. Le principe même de cette course est une accélération constante qui rend fatale une catastrophe.

Pour protéger leur paix, les nations mobilisent leurs forces plus complètement qu'autrefois pendant la guerre. Elles ne produisent plus que pour détruire. Elles sacrifient leur bien-être, leur culture, leur liberté; elles cessent, pour ainsi dire, de vivre avant de commencer à tuer.

Ou bien cet état de guerre, entrecoupé par les guerres elles-mêmes, sera désormais permanent et excluera toute civilisation; ou bien il existe une autre conception de la paix. Cette question se pose par priorité à l'humanité entière et conditionne tout autre problème. Elle exige que, sans parti-pris, avec tout le recul nécessaire, l'esprit accepte de réviser les méthodes qui ont conduit à une voie sans issue.

⁂

Déjà, en 1919, la France, en souscrivant au Pacte de la Société des Nations, avait prétendu créer une paix nouvelle. L'objet de ce Pacte était en effet d'abolir la guerre, de régler à l'amiable les conflits, de s'opposer aux agressions par l'assistance mutuelle, de désarmer progressivement vainqueurs et vaincus. Il supposait donc essentiellement un esprit de confiance et un sentiment d'égalité entre Etats. Il exigeait, en réalité, la création entre nations de relations économiques assez étroites pour faire naître entre elles une solidarité d'action et d'intérêts. Conséquence normale du rapprochement réalisé entre les peuples par le développement intellectuel et industriel.

Mais ces conditions nécessaires firent défaut. Le Traité de Versailles lui-même instituait entre Etats un régime d'inégalité. Les rancunes entre anciens belligérants rendaient difficile une immédiate collaboration. Parmi les nations les plus importantes, et pour des raisons diverses, certaines, la Russie, les Etats-Unis demeuraient à l'écart. L'Angleterre elle-même reprit sa politique traditionnelle d'isolement impérial.

De leur côté, par routine, par peur des responsabilités, les chefs successifs du gouvernement français ne voulurent pas courir les risques d'une expérience nouvelle, au succès de laquelle ils ne croyaient pas réellement. Ils prétendirent conserver à la France son armée. Ils lui rendirent ses traditionnelles alliances. Ils ruinaient ainsi le système dont ils continuaient de se réclamer. En maintenant des armements, ils imposaient aux Etats un isolement économique. En reconstituant des alliances, même défensives, ils créaient en Europe des blocs de puissances opposées.

En voulant cumuler les avantages de deux systèmes contradictoires, la France et ses alliés privaient la Société des Nations de sa raison d'être et de sa force. Celle-ci apparaissant comme le déguisement hypocrite d'un régime de force, fut abandonnée par les mécontents.

La guerre d'Ethiopie acheva de ruiner l'édifice et de mettre en lumière ces contradictions. Cherchant à garder l'appui de Genève, la France vota les sanctions économiques et s'associa à leur exécution. Engagée en même temps envers Rome par des accords particuliers, elle s'appliqua à rendre inefficaces les mesures prises. Ainsi sans parvenir à conserver l'amitié italienne, la France condamna, aux yeux de l'Europe, l'assistance mutuelle.

La Société des Nations n'a donc jamais constitué une tentative loyale de collaboration, ni une adaptation adéquate de l'organisation internationale aux exigences de la civilisation contemporaine. Centre de réunions régulières entre chefs de gouvernements, elle a joué un rôle utile dans les relations diplomatiques, mais sans modifier leur caractère. L'expression « sécurité collective » qu'elle a opposée d'abord aux systèmes anciens des alliances militaires, s'est pratiquement, aujourd'hui, confondue avec lui. Son échec, loin de pouvoir servir à condamner les principes qu'elle a trahis, confirme leur vérité.

Aujourd'hui, les gouvernements découvrent que la politique traditionnelle d'armements conduit, en raison de l'industrialisation sans cesse plus poussée de la guerre, à la destruction anticipée de leur pays : de l'épargne, de la monnaie, de la propriété privée, des libertés politiques. Devant l'ampleur imprévue de la partie, les gouvernements, tout en continuant à doubler sans cesse leur mise, refusant de reculer, attendent avec angoisse l'événement qui sonnera la fin de ce jeu.

L'Allemagne qui, du fait de son régime totalitaire, a poussé plus complètement la militarisation de sa population et de son économie, en éprouve la première les résultats. Les représentants les plus réfléchis de son administration, de son armée, de son industrie, savent maintenant que, pour éviter la ruine matérielle et morale du pays, une transformation immédiate de son orientation industrielle, la reprise de relations commerciales et financières normales, un accord politique international sont indispensables.

L'Italie, nation pauvre, déjà épuisée par la guerre d'Ethiopie, ne peut ignorer qu'elle supportera moins longtemps encore la militarisation totale qu'elle vient de décider.

L'Angleterre, effrayée par les ambitions allemandes et italiennes, annonce à son tour un programme d'armements supérieur à 150 milliards. Elle exprime cependant par la voix même de ses chefs « son dégoût et sa honte » d'une telle politique qu'elle est prête à interrompre immédiatement si un accord général intervient. (Voir discours de M. Neville Chamberlain aux Communes, le 5 mars.)

Les conditions psychologiques qui ont manqué en 1919 peuvent donc naître aujourd'hui. Les gouvernements se sont engagés dans une impasse. Les peuples sentent peser sur eux la menace commune d'une nouvelle guerre.

Mais cet événement, ce renouvellement que chacun attend, nul n'en prend l'initiative. Chacun craint d'affaiblir sa position en formulant le premier une offre, dont les autres n'accepteraient que ce dont ils penseraient tirer un avantage. Chacun se croit contraint à rester « sur le même plan » que les autres. La diplomatie continue, mais les ruines matérielles et morales s'accumulent. Et les risques s'aggravent d'une destruction générale.

La France qui, si longtemps, a dirigé la politique européenne, supporte par cela même une responsabilité particulière du désordre actuel. En outre, en rompant, le 17 avril 1934, les négociations du désarmement, elle a permis la militarisation de l'Allemagne. Elle tenta alors de grouper le reste de l'Europe en un système d'alliances, mais dut reconnaître le caractère chimérique de ce programme, dont elle cherche vainement encore à rassembler les débris.

Ces échecs ont évidemment appauvri son autorité et feront paraître un changement de sa politique comme un acte intéressé. Mais l'Allemagne ne subit-elle pas un échec tout aussi grand dans sa tentative d'hégémonie militaire ? Et les intérêts particuliers coïncident trop ici avec l'intérêt de tous, pour qu'il y ait lieu de redouter ce reproche. La rupture occasionnée par les élections de 1936 dans la direction intérieure de la France, justifie d'ailleurs suffisamment un redressement de son activité internationale.

⁂

Ce redressement, le rassemblement populaire, attaquant la politique de ses prédécesseurs, l'avait en effet inscrit dans son programme électoral. Ses principes furent alors affichés dans tous les villages de France. Léon Blum l'avait réclamé, chaque jour dans l'opposition. Pourquoi son gouvernement s'est-il donc fait une gloire de proclamer à toute occasion « la continuité de la politique française » ?

A diverses reprises ses discours ont prouvé qu'il continuait à comprendre ce qu'est la paix. N'en a-t-il pas posé les bases, à Lyon, le 24 janvier ? N'a-t-il pas invoqué les principes du Pacte de 1919, perdus de vue depuis lors? La France, a-t-il dit, souhaite « un règlement général, dont une convention sur la limitation et la réduction progressive des armements doit nécessairement faire partie intégrante »... ...« dans un esprit de confiance et sur un pied d'égalité. » Il a reconnu qu'un accord économique est le fondement indispensable de tout accord politique.

Mais à quoi sert de poser des principes, si l'on ne passe pas à l'action? Alors surtout que chaque moment perdu rend le mal plus irréparable. Seul un programme concret, adapté aux circonstances et inspiré d'un esprit nouveau, peut provoquer ce revirement qui rendrait aux peuples déconcertés la lumière et l'espoir. Sortant ainsi des embûches et des intrigues de la diplomatie, présentant ce programme comme un tout indivisible, s'appuyant sur un large mouvement d'opinion, la France, sans aggraver ses risques, apporterait la seule chance pratique de réaliser la paix.

⁂

Les lignes principales d'un tel programme peuvent s'énoncer ainsi (1) :

---

(1) N.D.L.R. — Les « Nouveaux Cahiers » reprendront, dans leurs prochains numéros, l'examen des principaux chapitres de ce programme.

1° Substituer, comme préoccupation générale, à la recherche d'engagements pour l'avenir entre nations isolées dans le présent, une organisation et une action collective immédiates.

Les engagements ne rassurent plus; ils paraissent incertains. Ils le sont en fait, tant que l'isolement des nations crée des intérêts divergents. Ils ne prennent une valeur que s'ils s'accompagnent d'une solidarité de fait.

2° Créer une véritable société de nations, sur un pied d'égalité juridique, sans lien avec le traité de Versailles, comprenant des groupements élémentaires régionaux dont l'Europe constitue le premier exemple.

L'objet principal de cette société ne serait plus la défense, mais l'action. Ce sont les services de collaboration pratique, B. I. T., transports, santé, etc..., qui ont réussi à Genève. Ils devraient être multipliés, en vue d'organiser une coopération économique entre les peuples, et de régulariser, entre Etats, l'évolution sociale, ces deux problèmes étant étroitement liés.

3° Sans attendre cette organisation, proposer immédiatement aux grandes nations industrielles de financer un programme commun d'équipement mondial, notamment la création de moyens de transport, dans des pays neufs, chemin de fer, routes, ports, aérodromes, etc..., travaux d'urbanisme, amélioration de logements dans les pays anciens, qui puissent se substituer aux programmes d'armements comme but d'activité. Cette substitution de dépenses productives à des charges purement destructives constituerait un assainissement financier et monétaire mondial qui ranimerait en même temps le marché des capitaux privés.

4° Pour permettre les échanges internationaux, pour instituer, en conséquence, une certaine péréquation des prix de revient, provoquer des ententes sur la durée, la rémunération, les conditions du travail entre les organisations ouvrières des grands pays, compte tenu des richesses naturelles de chacun.

5° Examiner le problème colonial posé par l'Allemagne. Donner à cet effet tout son sens à la notion de mandat qui, en 1919, n'a servi en fait qu'à couvrir des annexions déclarées dès aujourd'hui imprescriptibles (1). En voir les applications économiques et démographiques et les étendre progressivement à d'autres territoires africains, créant une solidarité européenne dans l'exploitation coloniale.

6° Fondre les traités actuels d'alliances défensives, enchevêtrés, contradictoires, et par là même incertains, en un accord politique général de réduction des armements et d'assistance en cas d'agression. Traité fondé non sur de simples engagements, mais sur un contrôle permanent et local de l'outillage militaire; sur l'organisation effective, dès le temps de paix, d'éléments de défense communs susceptibles d'entrer en action immédiatement, sans décision particulière de chaque Etat (1).

(1) Cf. Article du « Manchester Guardian » du 6 février 1937.

***

Une telle proposition jetée, d'un geste spectaculaire, par Léon Blum à son arrivée au pouvoir, aurait sans doute profondément modifié la physionomie de l'Europe. A différentes reprises, la presse britannique l'a déclaré.

Par malheur, le temps et les forces du nouveau Président ont été chaque jour absorbés, non seulement par la réalisation de réformes indispensables, mais le plus souvent par le jeu d'intrigues, de revendications, de désordres interminables, de la part de sa majorité autant que de ses adversaires, désordres qu'il ne sut pas réprimer.

Aujourd'hui le Gouvernement annonce une « pause » dans ses réalisations sociales. Qu'il l'utilise pour attaquer enfin son programme international, le plus grave peut-être, et jusqu'ici resté en souffrance. Sa réalisation est indispensable au succès de son œuvre intérieure. Bien plus, la vie du pays tout entier en dépend.

Il faut que Léon Blum, assuré de la paix en France, ait le loisir et l'autorité suffisants pour aller s'il le faut à Washington persuader Roosevelt de formuler sans retard des propositions de coopération économique générales. Pour expliquer au gouvernement anglais qu'il lui appartient de présider à une convention politique européenne. Pour faire comprendre à l'U. R. S. S. que cette convention, et non pas les alliances actuelles, est capable d'empêcher la guerre. Pour convaincre les dictateurs de Rome et de Berlin qu'ils sauveront leurs peuples et accroîtront leur « honneur », en se plaçant au premier rang de l'organisation pacifique nouvelle.

Que l'opposition dite nationale le comprenne et que, pour permettre cette action décisive, elle fasse taire ses ressentiments. Et que les masses populaires, dont le chef exerce le pouvoir, sachent se discipliner et lui témoigner assez loyalement leur confiance, pour lui permettre de porter au dehors leur propre message de paix.

P. VALENTIN.

(1) Voir en Angleterre, le développement de la notion de force armée internationale, qui recueille des adeptes dans tous les partis, et notamment la motion du parti travailliste du 6 mars 1937.

POUR SORTIR DE LA "PAUSE"

Les nouvelles mesures financières du gouvernement marquent un moment psychologique de l' « expérience » Blum. Moment de détente monétaire qui inaugure, à n'en pas douter, une période plus longue de répit financier. Mais est-ce en même temps la détente sociale, la détente politique dans le pays?

Nous en doutons. Car c'est un fait que ces mesures, qui ne constituent en soi ni une régression ni un échec, bien au contraire, n'en sont pas moins interprétées plus ou moins consciemment par la majorité comme le signe, malheureux pour les uns, favorable pour les autres, évident pour tous, que l'expérience est à un point mort, que la progression a dû s'arrêter, sur des positions, d'ailleurs mal définies et qui ne paraissent pas être ses objectifs réels.

Et cette impression n'est pas apaisante. Au contraire. Il est à craindre que le sentiment de l'échec, en ranimant de plus belle la chasse aux responsabilités, n'avive bientôt entre les partis l'opposition violente qui est le produit et l'aliment de leur inquiétude commune. Attendons-nous plus que jamais à une rude bataille des mots et des formules. Voyons-les venir :

A droite, les thèmes de victoire : la fameuse légende de l' « apprenti sorcier »; « voilà où mènent fatalement les expérimentations sociales » (quand elles ne sont pas tentées par nous) ; « on ne viole pas impunément les lois économiques »; « malheur à l'imprudent navigateur qui n'a pas su éviter le « cercle infernal » des prix, au contremaître maladroit qui s'est laissé happer par l'« engrenage de la dévaluation »...

A gauche, les thèmes de colère : le « Mur d'argent », qui est toujours debout; la « féodalité financière »; la « tyrannie des trusts »...

Il est certes regrettable, mais il est dans l'ordre des choses que devant l'expérience en échec, les uns ne pensent qu'à l'impéritie gouvernementale et à la mauvaise volonté ouvrière, les autres qu'à l'égoïsme des possédants et à la capitulation gouvernementale. Il est également dans l'ordre des choses que la conscience ouvrière proteste contre l'arrêt, comme la conscience patronale protestait contre la progression et que les deux camps continuent de plus belle à s'affronter en s'accusant.

Le rôle essentiel appartient ici au gouvernement. Et le moment est venu pour lui de le jouer.

Ne comptons guère sur la persuasion. Non qu'il faille y renoncer. Tenter de convaincre les possédants qu'il est de leur intérêt même de mettre une sourdine à leurs cris de triomphe et de s'assimiler les conditions nécessaires d'une évolution sans violence, tenter de convaincre les travailleurs que le rendement discipliné et la résistance aux surenchères intéressées sont leur meilleure sauvegarde contre des menaces de réaction, c'est le devoir de tous, et d'abord de l'Etat. Mais ne nous méprenons pas : on peut espérer les convaincre, les uns et les autres, individuellement; collectivement, c'est tout autre chose. Car les sentiments intérieurs qui les opposent sont des forces sociales : on ne les combat que par d'autres forces sociales.

Voilà pourquoi il ne peut être question, non plus, de récrimination, d'intimidation, de contrainte. L'égoïsme de classe, l'indifférence inhumaine, l'improbité d'esprit sont certes des fautes individuelles, mais ce sont d'abord des faits sociaux. Des faits d'ordre psychologique, dont la source est située au plus profond de l'âme, à un point où les réflexes du bourgeois qui exporte ses capitaux et ceux de l'ouvrier qui ralentit le rythme de son travail, qu'elle que soit leur valeur respective du point de vue de la morale, se rencontrent : l'un et l'autre, par un geste individuel de défense, réagissent contre les abus. L'un et l'autre manquent assurément d'esprit civique; l'un et l'autre ne jouent pas le jeu loyal. Mais on ne gouverne pas en prétendant exiger de la masse l'esprit civique et le jeu loyal. La notion de faute, d'ailleurs, n'est pas une notion politique. Aux yeux d'un gouvernement qui gouverne, il n'y a pas de « fautes » ni de « crimes » : il n'y a que des réalités, des forces collectives, contre lesquelles il est vain de récriminer et dont le métier gouvernemental même consiste à tenir compte pour en venir à bout.

On n'en vient pas à bout, dans un régime démocratique, par la contrainte. Ce n'est pas par des sanctions qu'on peut freiner sérieusement la hausse des prix, mais bien par le contrôle des changes; et le contrôle des changes marque précisément, par la force même des choses, l'agonie d'un régime démocratique... Quant à contraindre l'ouvrier au travail, seul un régime totalitaire en est capable.

Le gouvernement est-il donc, dans un régime de liberté, démuni de tout moyen d'action sur ces faits sociaux, sur ces résistances collectives?

Posons bien le problème. Il ne s'agit pas de

trouver quelque habile présentation, devant le pays, de l'abandon, considéré comme acquis, de toute réforme profonde (de toute réforme « de structure », suivant le langage officiel) ; il s'agit au contraire de faciliter cette réforme profonde en débarrassant les esprits de la peur qu'elle engendre dans les deux camps : peur qu'elle devienne une réalité, peur qu'elle ne soit qu'un mirage. Car la peur d'un mal, réel ou supposé, provoque des réactions publiques plus redoutables que de simples palliatifs. L'homme est peut-être, de tous les animaux, le seul à qui l'instinct de conservation même dicte des réflexes maladroits : il raidit ses muscles devant le péril, il s'enfonce en voulant nager. Ainsi de l'homme public : il réagit à toute menace sociale, économique ou politique, par des ripostes irraisonnées qui précipitent le danger au lieu de le conjurer. Il réagit par la contrainte, par la force, par la violence.

Dirons-nous alors qu'il faut « rétablir la confiance »? Oui, mais quelle confiance? La confiance de qui? Car c'est là l'un de ces vocables classés, l'un de ces lieux communs appropriés par un parti à son usage exclusif et qui, derrière une façade de neutralité indiscutable, cache, le plus souvent, à l'insu de ses partisans, une arme de combat.

« Rétablir la confiance », c'est, dans le langage courant, prendre les mesures nécessaires pour amener les possédants à modifier leur politique de thésaurisation et d'exportation de capitaux. Et ces mesures se caractérisent toutes par ceci : elles constituent des garanties de conservation de l'ordre ancien. Tel est bien, en effet, le contenu réel de ce mot partisan de « confiance », et l'on peut dire, en gros, qu'il y a accroissement de « confiance » dans la mesure où s'affirme chez les possédants le sentiment de ces garanties; diminution de « confiance » dans le cas contraire.

Mais un tel usage de ce mot constitue à la fois un abus de pouvoir et une aberration. Abus de pouvoir : car le pays tout entier est présenté à tort comme solidaire de cette confiance de classe. Aberration de la part des possédants eux-mêmes : car il existe plusieurs catégories de possédants, depuis le gros capitaliste jusqu'au petit rentier, jusqu'au petit propriétaire non rentier; leurs intérêts financiers et politiques diffèrent profondément; leurs risques personnels en présence d'une menace de changement de l'ordre ancien ne sont pas du tout les mêmes, et l'on peut dire que plus on descend l'échelle des possédants, plus ces risques diminuent, pour faire place à des chances nouvelles. Mais ce mot-force les entraîne tous : et, par la grâce de ce mot, leur intérêt moral, social autant que financier, en fin de compte, leur devoir, leur paraissent strictement opposés à toute évolution de la société moderne.

Conviction que confirment encore à leurs yeux les fluctuations des indices qui sont censés mesurer cette confiance : le « baromètre de la Bourse » est le plus voyant de ces instruments de mesure. Ce prétendu baromètre n'enregistre en réalité que les variations d'un phénomène bien déterminé : l'idée que se fait de son intérêt financier le troupeau des possesseurs de capitaux mobiliers. Par un autre abus de pouvoir des mots, il est devenu le baromètre de la confiance même.

Mais cette idole a beau avoir ses fidèles et ses sorciers, elle vieillit et devient discutée. En face du baromètre de la Bourse, il s'en est dressé un autre, dont les indications sont généralement en sens contraire et qui lui fait concurrence devant le pays : celui des conflits sociaux, celui de la Bourse du Travail. Il donne aussi la mesure de la confiance, mais de la confiance des non-possédants, et celle-là, ce sont des motifs tout différents, souvent opposés, qui la déterminent...

Comment donc rétablir la confiance, la vraie, non pas la confiance fragile d'une classe, mais la confiance solide de tous? Est-ce même possible?

En réalité, si l'inquiétude continue à régner dans les deux camps, c'est pour des raisons qui ne sont pas si opposées que les formules simplistes dans lesquelles elle s'exprime. Du côté des possédants, on est en général beaucoup moins désireux de revenir à l'ordre de choses ancien que d'entrevoir enfin le terme, ou au moins le sens, de l'évolution en cours, beaucoup moins inquiet de l'éventualité d'un ordre nouveau (à condition que ce soit un ordre) que de celle de la violence. Du côté des non-possédants, malgré les tentatives doctrinaires, on reste en général moins soucieux de formules politiques que de réalités tangibles, moins avide de promesses de progrès indéfini que de certitudes d'acquisitions définitives, moins impatient d'accéder à une forme nouvelle de la société que d'obtenir sur un plan sûr la consolidation des avantages de toute sorte, matériels ou moraux, conquis ou à conquérir.

Le pays, dans son ensemble, veut *y voir clair*. Tel est, en fin de compte, le vœu profond qui gît sous l'inquiétude des partis. Les uns consentiraient sans trop d'amertume à la mort de leurs illusions de réaction, s'ils voyaient du moins la fin des menaces imprécises, des craintes paniques, la perspective enfin d'un lieu de ralliement des besoins de droit et de paix. Les autres se résigneraient à clore l'ère des espérances sans limite, s'ils voyaient du moins le terme des cauchemars du passé, s'ils avaient l'assurance d'un régime nouveau de justice sociale.

Mais nous n'en sommes pas là. Les profondes réformes sociales intervenues depuis juin ont eu nécessairement le caractère hâtif, et par là même l'apparence aléatoire, des réformes arrachées, brutalement conquises : le terrain a dû être organisé sans méthode, par des moyens de fortune. La politique sociale est restée en flèche, sans une politique économique de soutien, avec la menace d'une désertion financière. D'où tant de contradictions et d'incohérences. La politique sociale tendait vers les hauts salaires et les bas prix, vers l'augmentation des loisirs et l'accroissement de la production ; la politique économique vers les bas prix de détail et les hauts prix à la production, vers l'accroissement de la production et l'élargissement des contingents; la politique financière vers la détente fiscale et l'augmentation des impôts, vers la restriction du capitalisme et l'abondance des capitaux. Ce n'est pas que ces tendances soient inconciliables, mais les principes communs qui pourraient les concilier échappent à l'opinion, que nul n'invite à les rechercher. Bien au contraire : le gouvernement a semblé jusqu'ici négliger cette tâche ou s'y dérober. Il a semblé, à tort ou à raison, osciller entre ces deux confiances de classe dont nous parlions plus haut, beaucoup moins préoccupé de les gagner que de se plier à leurs exigences : cédant aujourd'hui à la confiance des masses pour obtenir la reprise du travail, demain à la confiance des possédants pour obtenir leurs capitaux.

L'incertitude générale qui pèse ainsi sur la politique du gouvernement risque de dénaturer la prétendue « pause » actuelle et d'en compromettre les effets, s'il ne profite pas précisément de la pause pour faire cesser l'incertitude. Il est temps que le pays soit fixé sur sa direction et sur sa position.

Sur sa direction. J'entends bien qu'il y a le programme du rassemblement populaire auquel le gouvernement, résolu à jouer loyalement le jeu parlementaire, a maintes fois déclaré vouloir s'en tenir. Mais ce programme n'est qu'un compromis entre les tendances divergentes des partis alliés. Ou plutôt il n'est que la juxtaposition assez disparate de certaines mesures figurant parmi les plus hardies des programmes d'un parti, parmi les plus timides des programmes des autres : dès lors, chacun des partis gardant ses arrière-pensées et ses arrière-passions, il ne peut produire à la longue, dans tous les camps, que des déceptions violentes. Il contient des réformes (encore ne contient-il aucune réforme de structure) : il ne constitue pas une réforme.

Cette équivoque même peut satisfaire secrètement certains éléments de droite et de gauche, les uns dans leur espoir d'une réaction, les autres dans leur attente d'une révolution, les uns et les autres dans leur instinct de violence. C'est l'un des plus graves dangers de l'incertitude. Elle doit cesser. Le moment est venu où le pays, — sa confiance est à ce prix — doit savoir sinon précisément où il va, du moins dans quelle direction il va : si le gouvernement entend le maintenir encore dans le domaine des réformes fragmentaires et des initiatives disparates, ou si, au contraire, il entend l'aiguiller décidément sur l'une des grandes voies de réforme qui s'ouvrent à lui et dans ce cas, sur laquelle : — la voie d'un régime politique et économique de liberté dirigée, sous l'arbitrage et le contrôle d'un Etat égalitaire? — la voie d'un régime étatiste de nationalisation plus ou moins étendue, plus ou moins extensible? — ou la voie de la dictature d'un Etat totalitaire, et du collectivisme intégral?

Au moins, le pays veut être fixé sur sa position présente. Il veut que de l'ensemble des réformes accomplies ou en voie de s'accomplir se dégagent, dans l'application, des principes communs, des lignes directrices, les bases d'une légalité, des systèmes de références qui constituent un régime de droit. Il veut, notamment, que dans l'application des lois sur les contrats collectifs et l'arbitrage obligatoire s'élabore enfin une jurisprudence judiciaire ou gouvernementale, également appliquée, qui rattache à des conceptions d'ensemble la situation juridique et morale des ouvriers dans l'exploitation et dans l'Etat, leur statut à l'égard du capital, du patronat et du syndicalisme. Il veut que les conséquences économiques de ces réformes profondes s'affirment dans des doctrines qui commandent une politique des prix, une politique industrielle, une politique douanière, une politique des sociétés anonymes... Il ne veut plus de « pause » (assez de ce slogan de l'inertie !) : il veut que l'effort d'évolution continue au contraire et s'intensifie, mais dans le sens de la concentration et de la condensation.

Il veut avant tout, car c'est la condition essentielle d'où le reste dépend, que soit rétablie l'autorité de l'Etat, l'autorité de la loi : non pas la dictature de l'Etat, la dictature de la loi, mais bien leur autorité consentie dans le respect de tous. En un mot, que le gouvernement gouverne : car il dépend de lui d'abord de restaurer dans les esprits le sens de la loi en faisant respecter sa neutralité et sa rigueur, le sens de l'Etat en exerçant sans défaillance sa fonction responsable et impartiale d'administrer. Alors la confiance renaîtra dans les deux camps.

L'heure est venue où la franchise est la meilleure forme d'habileté et l'autorité le meilleur moyen de persuasion.

Guillaume DE TARDE.

POUVOIR DES MOTS

NE RECOMMENÇONS PAS LA GUERRE DE TROIE

Nous vivons à une époque où la sécurité relative qu'apporte aux hommes une certaine domination technique sur la nature est largement compensée par les dangers de ruines et de massacres que suscitent les conflits entre groupements humains. Si le péril est si grave, c'est sans doute en partie à cause de la puissance des instruments de destruction que la technique a mis entre nos mains; mais ces instruments ne partent pas tout seuls, et il n'est pas honnête de vouloir faire retomber sur la matière inerte une situation dont nous portons la pleine responsabilité. Les conflits les plus menaçants ont un caractère commun qui pourrait rassurer des esprits superficiels, mais qui, malgré l'apparence, en constitue le véritable danger; *c'est qu'ils n'ont pas d'objectif définissable.* Tout au long de l'histoire humaine, on peut vérifier que les conflits sans comparaison les plus acharnés, sont ceux qui n'ont pas d'objectif. Ce paradoxe, une fois qu'on l'a aperçu clairement, est peut-être une des clefs de l'histoire, il est sans doute la clef de notre époque.

Quand il y a lutte autour d'un enjeu bien défini, chacun peut peser ensemble la valeur de cet enjeu et les frais probables de la lutte, décider jusqu'où cela vaudra la peine de pousser l'effort; il n'est même pas difficile en général de trouver un compromis qui vaille mieux, pour chacune des parties adverses, qu'une bataille même victorieuse. Mais quand une lutte n'a pas d'objectif, il n'y a plus de commune mesure, il n'y a plus de balance, plus de proportion, plus de comparaison possible; un compromis n'est même pas concevable; l'importance de la bataille se mesure alors uniquement aux sacrifices qu'elle exige, et comme, de ce fait même, les sacrifices déjà accomplis appellent perpétuellement des sacrifices nouveaux, il n'y aurait aucune raison de s'arrêter de tuer et de mourir, si par bonheur les forces humaines ne finissaient par trouver leur limite. Ce paradoxe est si violent qu'il échappe à l'analyse. Pourtant, tous les hommes dits cultivés en connaissent l'exemple le plus parfait; mais une sorte de fatalité nous fait lire sans comprendre.

Les Grecs et les Troyens s'entre-massacrèrent autrefois pendant dix ans à cause d'Hélène; Aucun d'entre eux, sauf le guerrier amateur Pâris, ne tenait si peu que ce fût à Hélène; tous s'accordaient pour déplorer qu'elle fût jamais née. Sa personne était si évidement hors de proportion avec cette gigantesque bataille qu'aux yeux de tous elle constituait simplement le symbole du véritable enjeu; mais le véritable enjeu, personne ne le définissait et il ne pouvait être défini car il n'existait pas. Aussi ne pouvait-on pas le mesurer. On en imaginait simplement l'importance par les morts accomplies et les massacres attendus. Dès lors cette importance dépassait toute limite assignable. Hector pressentait que sa ville alllait être détruite, son père et ses frères massacrés, sa femme dégradée par un esclavage pire que la mort; Achille savait qu'il livrait son père aux misères et aux humiliations d'une vieillesse sans défense; la masse des gens savait que leurs foyers seraient détruits par une absence si longue; aucun n'estimait que c'était payer trop cher, parce que tous poursuivaient un néant dont la valeur se mesurait uniquement au prix qu'il fallait payer. Pour faire honte aux Grecs qui proposaient de retourner chacun chez soi, Minerve et Ulysse croyaient trouver un argument suffisant dans l'évocation des souffrances de leurs camarades morts. A trois mille ans de distance, on retrouve dans leur bouche et dans la bouche de Poincaré exactement la même argumentation pour flétrir les propositions de paix blanche. De nos jours, pour expliquer ce sombre acharnement à accumuler les ruines inutiles, l'imagination populaire a parfois recours aux intrigues supposées des congrégations économiques. Mais il n'y a pas lieu de chercher si loin. Les Grecs du temps d'Homère n'avaient pas de marchands d'airain organisés, ni de Comité de Forgerons. A vrai dire, dans l'esprit des contemporains d'Homère, le rôle que nous attribuons aux mystérieuses oligarchies économiques était tenu par les dieux de la mythologie grecque. Mais pour acculer les hommes aux catastrophes les plus absurdes, il n'est besoin ni de dieux ni de conjurations secrètes. La nature humaine suffit.

Pour qui sait voir, il n'y a pas aujourd'hui de symptôme plus angoissant que le caractère irréel de la plupart des conflits qui se font jour. Ils ont encore moins de réalité que le conflit entre les Grecs et les Troyens. Au centre de la guerre de Troie, il y avait du moins une femme, et qui plus est une femme parfaitement belle. Pour nos contemporains, ce sont des mots ornés de majuscules qui jouent le rôle d'Hélène. Si nous saisissons, pour essayer de le serrer, un de ces mots tout gonflés de sang et de larmes, nous le trouvons sans contenu. Les mots qui ont un contenu et un sens ne sont pas meurtriers. Si parfois l'un d'eux est mêlé à une effusion de sang, c'est plutôt par accident que par fatalité, et il s'agit alors en

général d'une action limitée et efficace. Mais qu'on donne des majuscules à des mots vides de signification, pour peu que les circonstances y poussent, les hommes verseront des flots de sang, amoncelleront ruines sur ruines en répétant ces mots, sans pouvoir jamais obtenir effectivement quelque chose qui leur corresponde; rien de réel ne peut jamais leur correspondre, puisqu'ils ne veulent rien dire. Le succès se définit alors exclusivement par l'écrasement des groupes d'hommes qui se réclament de mots ennemis; car c'est encore là un caractère de ces mots, qu'ils vivent par couples antagonistes. Bien entendu, ce n'est pas toujours par eux-mêmes que de tels mots sont vides de sens; certains d'entre eux en auraient un, si on prenait la peine de les définir convenablement. Mais un mot ainsi défini perd sa majuscule, il ne peut plus servir de drapeau ni tenir sa place dans les cliquetis des mots d'ordre ennemis; il n'est plus qu'une référence pour aider à saisir une réalité concrète, ou un objectif concret, ou une méthode d'action. Eclaircir les notions, discréditer les mots congénitalement vides, définir l'usage des autres par des analyses précises, c'est là, si étrange que cela puisse paraître, un travail qui pourrait préserver des existences humaines.

Ce travail, notre époque y semble à peu près inapte. Notre civilisation couvre de son éclat une véritable décadence intellectuelle. Nous n'accordons à la superstition, dans notre esprit, aucune place réservée, analogue à la mythologie grecque, et la superstition se venge en envahissant sous le couvert d'un vocabulaire abstrait tout le domaine de la pensée. Notre science contient comme dans un magasin les mécanismes intellectuels les plus raffinés pour résoudre les problèmes les plus complexes, mais nous sommes presque incapables d'appliquer les méthodes élémentaires de la pensée raisonnable. En tout domaine nous semblons avoir perdu les notions essentielles de l'intelligence, les notions de limite, de mesure, de degré, de proportion, de relation, de rapport, de condition, de liaison nécessaire, de connexion entre moyens et résultats. Pour s'en tenir aux affaires humaines, notre univers politique est exclusivement peuplé de mythes et de monstres; nous n'y connaissons que des entités, que des absolus. Tous les mots de vocabulaire politique et social pourraient servir d'exemple. Nation, sécurité, capitalisme, communisme, fascisme, ordre, autorité, propriété, démocratie, on pourrait les prendre tous les uns après les autres. Jamais nous ne les plaçons dans des formules telles que : Il y a démocratie dans la mesure où... ou encore : Il y a capitalisme pour autant que... L'usage d'expression du type « dans la mesure où » dépasse notre puissance intellectuelle. Chacun de ces mots semble représenter une réalité absolue, indépendante de toutes les conditions, ou un but absolu, indépendant de tous les modes d'action, ou encore un mal absolu; et en même temps, sous chacun de ces mots nous mettons tour à tour ou même simultanément n'importe quoi. Nous vivons au milieu de réalités changeantes, diverses, déterminées par le jeu mouvant des nécessités extérieures, se transformant en fonction de certaines conditions et dans certaines limites; mais nous agissons, nous luttons, nous sacrifions nous-mêmes et autrui en vertu d'abstractions cristallisées, isolées, impossibles à mettre en rapport entre elles ou avec les choses concrètes. Notre époque soi-disant technicienne ne sait que se battre contre les moulins à vent.

Aussi n'y a-t-il qu'à regarder autour de soi pour trouver des exemples d'absurdités meurtrières. L'exemple de choix, ce sont les antagonismes entre nations. On croit souvent les expliquer en disant qu'ils dissimulent simplement des antagonismes capitalistes; mais on oublie un fait qui pourtant crève les yeux, c'est que le réseau de rivalités et de complexités, de luttes et d'alliances capitalistes qui s'étend sur le monde, ne correspond nullement à la division du monde en nations. Le jeu des intérêts peut opposer entre eux deux groupements français, et unir chacun d'eux à un groupement allemand. L'industrie allemande de transformation peut être considérée avec hostilité par les entreprises françaises de mécanique; mais il est à peu près indifférent aux compagnies minières que le fer de Lorraine soit transformé en France ou en Allemagne, et les vignerons, les fabricants d'articles de Paris et autres sont intéressés à la prospérité de l'industrie allemande. Ces vérités élémentaires rendent inintelligible l'explication courante des rivalités entre nations. Si l'on dit que le nationalisme recouvre toujours des appétits capitalistes, on devrait dire les appétits de qui ? Des Houillères ? De la grosse métallurgie ? De la construction mécanique ? De l'Electricité? Du Textile? Des Banques? Ce ne peut être tout cela ensemble, car les intérêts ne concordent pas; et si on a en vue une fraction du capitalisme, encore faudrait-il expliquer pourquoi cette fraction s'est emparée de l'Etat. Il est vrai que la politique d'un Etat coïncide toujours à un moment donné avec les intérêts d'un secteur capitaliste quelconque; on a ainsi une explication passe-partout qui du fait même de son insuffisance s'applique à n'importe quoi. Etant donnée la circulation internationale du capital, on ne voit pas non plus pourquoi un capitaliste rechercherait plutôt la protection de son propre Etat que d'un Etat étranger, ou exercerait plus difficilement les moyens de pression et de séduction dont il dispose sur les hommes d'Etat étrangers que sur ses compatriotes. La structure de l'Economie mondiale ne correspond à la structure politique du monde que pour autant que les Etats exercent leur autorité en matière économique; mais aussi le sens dans lequel s'exerce cette autorité ne peut pas s'expliquer par le simple jeu des intérêts économiques. Quand on examine le contenu du mot : intérêt national, on n'y trouve même pas l'intérêt des entreprises capitalistes. « On croit mourir pour la patrie, disait Anatole France; on meurt pour des industriels ». Ce serait encore trop beau. On ne meurt même pas pour quelque chose d'aussi substantiel, d'aussi tangible qu'un industriel.

L'intérêt national ne peut se définir ni par un intérêt commun des grandes entreprises industrielles, commerciales ou bancaires d'un pays, car cet intérêt commun n'existe pas, ni par la vie, la liberté et le bien-être des citoyens, car on les adjure continuellement de sacrifier leur bien-être, leur liberté et leur

vie à l'intérêt national. En fin de compte, si on examine l'histoire moderne, on arrive à la conclusion que l'intérêt national, c'est pour chaque Etat la capacité de faire la guerre. En 1911 la France a failli faire la guerre pour le Maroc; mais pourquoi le Maroc était-il si important ? A cause de la réserve de chair à canon que devait constituer l'Afrique du Nord, à cause de l'intérêt qu'il y a pour un pays, du point de vue de la guerre, à rendre son économie aussi indépendante que possible par la possession de matières premières et de débouchés. Ce qu'un pays appelle intérêt économique vital, ce n'est pas ce qui permet à ses citoyens de vivre, c'est ce qui lui permet de faire la guerre; le pétrole est bien plus propre à susciter les conflits internationaux que le blé. Ainsi, quand on fait la guerre, c'est pour conserver ou pour accroître les moyens de la faire. Toute la politique internationale roule autour de ce cercle vicieux. Ce qu'on nomme prestige national consiste à agir de manière à toujours donner l'impression aux autres pays qu'éventuellement on est sûr de les vaincre, afin de les démoraliser. Ce qu'on nomme sécurité nationale, c'est un état de chose chimérique où l'on conserverait la possibilité de faire la guerre en en privant tous les autres pays. Somme toute, une nation qui se respecte est prête à tout, y compris à la guerre, plutôt que de renoncer à faire éventuellement la guerre. Mais pourquoi faut-il pouvoir faire la guerre ? On ne le sait pas plus que les Troyens ne savaient pourquoi ils devaient garder Hélène. C'est pour cela que la bonne volonté des hommes d'Etat amis de la paix est si peu efficace. Si les pays étaient divisés par des oppositions réelles d'intérêts, on pourrait trouver des compromis satisfaisants. Mais quand les intérêts économiques et politiques n'ont de sens qu'en vue de la guerre, comment les concilier d'une manière pacifique ? C'est la notion même de nation qu'il faudrait supprimer. Ou plutôt c'est l'usage de ce mot : car le mot national et les expressions dont il fait partie sont vides de toute signification, ils n'ont pour contenu que les millions de cadavres, les orphelins, les mutilés, le désespoir, les larmes.

Un autre exemple admirable d'absurdité sanglante, c'est l'opposition entre fascisme et communisme. Le fait que cette opposition détermine aujourd'hui pour nous une double menace de guerre civile et de guerre mondiale est peut-être le symptôme de carence intellectuelle le plus grave parmi tous ceux que nous pouvons constater autour de nous. Car si on examine le sens qu'ont aujourd'hui ces deux termes, on trouve deux conceptions politiques et sociales presque identiques. De part et d'autre, c'est la même main-mise de l'Etat sur presque toutes les formes de vie individuelle et sociale; la même militarisation forcenée; la même unanimité artificielle, obtenue par la contrainte, au profit d'un parti unique qui se confond avec l'Etat et se définit par cette confusion; le même régime de servage imposé par l'Etat aux masses laborieuses à la place du salariat classique. Il n'y a pas deux nations dont la structure soit plus semblable que l'Allemagne et la Russie, qui se menacent mutuellement d'une croisade internationale et feignent chacune de prendre l'autre pour la Bête de l'Apocalypse. C'est pourquoi on peut affirmer sans crainte que l'opposition entre fascisme et communisme n'a rigoureusement aucun sens. Aussi la victoire du fascisme ne peut-elle se définir que par l'extermination des communistes, et la victoire du communisme que par l'extermination des fascistes. Il va de soi que dans ces conditions, l'antifascisme et l'anticommunisme sont eux aussi dépourvus de sens. La position des antifascistes c'est : Tout plutôt que le fascisme; tout, y compris le fascisme sous le nom de communisme. La position des anticommunistes, c'est : Tout plutôt que le communisme; tout, y compris le communisme sous le nom de fascisme. Pour cette belle cause, chacun, dans les deux camps, est résigné d'avance à mourir, et surtout à tuer. Pendant l'été de 1932, à Berlin, il se formait fréquemment dans la rue un petit attroupement autour de deux ouvriers ou petits bourgeois, l'un communiste, l'autre nazi, qui discutaient ensemble; ils constataient toujours au bout d'un temps donné qu'ils défendaient rigoureusement le même programme, et cette constatation leur donnait le vertige, mais augmentait encore chez chacun d'eux la haine contre un adversaire si essentiellement ennemi qu'il restait ennemi en exposant les mêmes idées. Depuis, quatre années et demie se sont écoulées; les communistes allemands sont encore torturés par les nazis dans les camps de concentration, et il n'est pas sûr que la France ne soit pas menacée d'une guerre d'extermination entre antifascistes et anticommunistes. Si une telle guerre avait lieu, la guerre de Troie serait un modèle de bon sens en comparaison; car même si on admet avec un poète grec qu'il y avait seulement à Troie le fantôme d'Hélène, le fantôme d'Hélène est encore une réalité substantielle à côté de l'opposition entre fascisme et communisme.

(A suivre.) Simone WEIL.

A QUOI PENSE...

L'INDUSTRIEL

Engagés soudainement et malgré eux, depuis le mois de juin dernier, dans de brutales transformations économiques et sociales, les industriels français ne peuvent avoir une pensée commune. Il est naturel que les ouvriers, devant ces événements qu'ils ont, dans une large mesure, déterminés, éprouvent des sentiments concordant dans leur ensemble; il en est de même des employés, des fonctionnaires, voire même des paysans. Car, pour eux, si certaines oppositions peuvent naître, provenant de différences de races, de traditions et de caractères, leurs intérêts sont, d'une façon générale, les mêmes.

Tel n'est pas le cas des industriels et c'est pourquoi nous les voyons exprimer fréquemment des opinions divergentes, se critiquer avec véhémence et, devant le front uni de leurs ouvriers ou de leurs employés, marquer une attitude hésitante, pleine de contradictions, de lenteurs et qui peut paraître parfois manquer de franchise et même de loyauté.

Aussi celui qui veut essayer de dégager les pensées dominantes du patronat français en face des problèmes que posent les transformations sociales actuelles, ne peut-il éviter de tenir compte de ces différences d'intérêts qui le divisent.

∴

Les mesures sociales imposées ou adoptées depuis le mois de juin ont, au point de vue industriel, des conséquences de deux ordres principaux : d'une part sur la conduite commerciale de l'entreprise, principalement par leurs répercussions sur les prix de revient et sur la trésorerie; d'autre part dans le domaine de l'autorité et de la discipline.

Pour certains industriels, la notion du prix de revient est capitale; pour d'autres, non. Certains peuvent, en effet, répercuter dans leurs prix de vente toute élévation du prix de revient, immédiatement et intégralement — d'autres ne le peuvent qu'avec un décalage plus ou moins long ou dans une proportion plus ou moins importante.

Les circonstances actuelles déterminant, d'autre part, une reprise économique incontestable, ces différentes catégories d'industriels ne peuvent considérer les demandes d'augmentation de salaires, directes ou indirectes, avec le même esprit. Pour les uns, seul compte le montant du chiffre d'affaires; qu'importe le prix de revient, que peut suivre automatiquement le prix de vente. Il faut avant tout profiter de l'afflux des commandes et par conséquent éviter toute interruption du travail. D'autres, au contraire, voient les débouchés se fermer devant la hausse obligatoire des prix; qu'importe pour eux l'arrêt obligatoire de productions déficitaires : il faut avant tout endiguer la montée incessante des salaires.

De plus, même sur des industriels exploitant des entreprises similaires, les mesures récentes peuvent avoir des incidences très différentes. Ceux qui possèdent les usines les plus poussées au point de vue immobilisations et machines, ou dont l'importance permet le travail en série ou à la chaîne, et qui incorporent par conséquent dans leurs prix de revient une quantité moindre de main-d'œuvre, peuvent bien mieux que leurs concurrents supporter des augmentations de salaires. Et dans leur esprit, peut-être l'angoisse de constater la montée incessante du prix de revient est-elle atténuée par la pensée que chez certains concurrents, la situation est bien plus grave encore et peut devenir fatale. De là provient, sans aucun doute, une opposition souvent remarquée entre grands et moyens ou petits industriels, ces derniers beaucoup plus durement atteints étant disposés à résister davantage aux demandes d'accroissement de salaires et de diminution des heures de travail.

Des divergences de vues analogues sont provoquées par la façon différente dont se présentent pour les diverses entreprises les problèmes actuels de trésorerie. Les prix de la plupart des matières premières ont monté, depuis quelques mois, sur le marché international de 10 à 30 %; les stocks et approvisionnements de fabrication de ces matières exigent donc une trésorerie-francs qui peut atteindre le double de celle qu'ils exigeaient auparavant; si on tient compte, de plus, des augmentations de salaires sous toutes leurs formes incorporées dans les fabrications, on peut concevoir l'importance des besoins de trésorerie. Les entreprises ayant des disponibilités abondantes ou un crédit de premier ordre peuvent y faire face; d'autres dont les ressources liquides sont faibles ou qui, s'étant débattues pendant la dure crise passée au milieu de difficultés quotidiennes, ont vu leur crédit peu à peu s'effriter auprès de leurs banquiers, ne peuvent obtenir les moyens financiers nécessaires. Et aucun esprit de solidarité n'existe entre les industriels français, si volontiers enclins à se réjouir du malheur du voisin.

∴

Ces divergences constatées, on peut cependant dégager chez les industriels un certain nombre de préoccupations communes devant les problèmes matériels posés pendant ces derniers mois. Ils n'étaient nullement préparés à les aborder dans le sens voulu et cela s'explique si on considère que, depuis des années, la politique prêchée était celle de la péni-

tence et de la déflation, entraînant pour eux l'obligation de réductions massives de frais généraux, d'économies constantes, de baisses de salaires. Dans l'ensemble, ils ont cependant étudié avec objectivité les demandes formulées avec tant de soudaineté et de véhémence. Presqu'unanimement favorables à l'octroi de congés payés, que certains avaient déjà accordés et que tous eussent dû depuis longtemps consentir, ils ont, en général, compris la nécessité d'une augmentation des salaires. Mais ils pensent qu'au-delà d'un certain taux, l'acceptation de telles augmentations n'est plus que partiellement de leur ressort, car elle implique une nouvelle politique douanière, monétaire, économique, dont ils ne sont pas les maîtres.

⁂

A vrai dire, ce ne sont pas tant les demandes de leur personnel qui ont inquiété les industriels pendant ces derniers mois, que la façon inattendue et impérative dont ces demandes ont été présentées, les occupations d'usines qui ont suivi et les revendications qui les ont accompagnées sur le plan syndical. Ici, encore, des divergences profondes ont apparu, dès le début, dans la mentalité patronale

La propriété industrielle est une forme très spéciale de la propriété capitaliste ; elle possède des caractéristiques propres qui la différencient profondément de celle-ci. Parmi les patrons, ceux qui s'en rendent naturellement le mieux compte sont les dirigeants des Sociétés anonymes qui, le plus souvent, ne sont pas actionnaires de leurs Sociétés ou ne sont propriétaires que d'une part infime du capital. Ceux-ci, véritables fonctionnaires de la Société, ne peuvent avoir la même réaction devant une occupation de leurs usines que le chef d'entreprise qui est à la fois dirigeant et propriétaire. Ils peuvent considérer l'occupation comme une action illégale, comme une entrave à la liberté du travail ou encore comme une atteinte grave à la vie économique nationale, mais ils ne peuvent que, dans une faible mesure, la ressentir comme un attentat à la propriété.

Toute autre est la réaction de l'industriel propriétaire de son entreprise. Ce dernier considère volontiers son usine ou son atelier comme le paysan sa ferme ou son champ ; il se croit libre d'en disposer à sa guise, de l'aliéner, d'en arrêter l'activité, de le détruire s'il lui plaît, et s'il existe un patron de droit divin, c'est lui. Les grands patrons, même propriétaires de leur entreprise, ont souvent mieux compris que leurs usines ne sont pas leur chose, que la nation a des droits sur elles, qu'ils n'en ont que la gérance, le revenu, et, en quelque sorte, la jouissance. Si certains ont pu, en face des événements actuels, songer à arrêter ou à aliéner leurs entreprises, bien d'autres qui, depuis de nombreuses années, auraient eu un intérêt incontestable à le faire, ne l'envisagent pas.

Entraînés par une certaine routine sans doute, mais mus également par un sentiment de devoir et d'orgueil, ils continuent de gérer l'industrie qu'ils ont édifiée ou qui leur a été confiée.

En fait, les dirigeants des grandes entreprises ont été moins scandalisés par les occupations d'usines qu'émus par une méconnaissance croissante de tout principe d'autorité. Ils admettent, en général, sauf probablement quelques très anciens, l'existence d'un contrat les liant à leurs ouvriers ou leurs employés, et la reconnaissance de délégués ayant une mission nettement définie. Ce qu'ils redoutent, c'est l'ingérence de ces délégués dans la direction; l'exigence qui, entre toutes, les inquiète le plus, c'est soit la demande de renvoi ou de déplacement de tel ouvrier ou de tel contremaître, soit le refus d'admettre le congédiement de tel autre. Les préoccupations les plus graves viennent, à tort ou à raison, du sentiment que les motifs qui inspirent les dirigeants des organisations ouvrières sont trop souvent d'ordre extra-professionnel, qu'ils ont pour objet soit des fins de propagande politique, soit de maintenir une agitation favorable à leur propre influence. Jaloux de son indépendance et ne supportant qu'avec peine la discipline syndicale patronale, il est naturel que l'industriel veuille bien collaborer avec une représentation du personnel de son usine, mais supporte mal la discussion avec des délégués syndicaux ouvriers et employés ne faisant pas partie de son entreprise.

En résumé, si certains industriels français n'ont pas encore compris l'importance des changements survenus depuis quelques mois dans l'ordre social, et caressent quelque rêve chimérique de retour aux errements passés, d'autres savent qu'une telle évolution est irréversible. Ils sont prêts à s'y adapter et à y adapter leurs usines. Mais ils pensent que pour pouvoir réussir une telle adaptation, il faut tout d'abord que le gouvernement définisse sa politique économique, sociale et monétaire et adopte les mesures qui assurent à cette politique une garantie de *stabilité*.

L'industriel n'est pas tant ému du présent qu'angoissé devant l'avenir : il sait que du désordre budgétaire peuvent naître toutes les aventures ; il écoute avec inquiétude tant de déclarations officielles qui parlent de « seconde tranche de programme » ou d'étatisations futures ; il sait qu'un grand nombre de ceux qui sont chargés d'apporter de légitimes améliorations au régime économique actuel ne croient pas à la vertu de ce régime et désirent passionnément pouvoir un jour le détruire. De même qu'autrefois les salariés reprochaient au gouvernement d'être dans les mains des Comités patronaux, le patron l'accuse volontiers aujourd'hui d'obéir aux injonctions ou aux désirs des syndicats ouvriers ; il voit son autorité s'effriter peu à peu et cependant il pense qu'il ne peut y avoir qu'une personne qui commande à l'intérieur de son entreprise et, qu'en régime capitaliste, cette personne ne peut être que lui.

Pour qu'une économie nouvelle puisse naître des événements actuels, il faut qu'une collaboration féconde groupe les efforts du gouvernement et des organisations patronales et ouvrières ; cette collaboration présuppose une compréhension mutuelle et une confiance réciproque : l'établissement de cette confiance devrait être la première œuvre de demain.

J. Barnaud.

SIGNES DES TEMPS...

Pour qui sait voir, entendre et lire, certains faits caractéristiques, réactions ou opinions, rendent compte par eux-mêmes, mieux que toutes dissertations, de l'état d'esprit d'un peuple, d'un groupe ou d'un parti, de ses aberrations, de ses déformations.

Mais ces faits, nous ne les remarquons plus, nous ne nous en étonnons plus. Essayons de lutter contre cette intoxication par l'habitude, et notamment par la lecture quotidienne de la presse...

VOIR LOIN...

La plupart des opérateurs en cuivre font état de la forte augmentation de la consommation aux Etats-Unis, dont la production ne pourra plus venir sur les marchés américains. La baisse du cuivre, a dit un spéculateur, ne pourrait être provoquée maintenant que par un accord international sur le désarmement, *éventualité qui ne saurait être envisagée.* Avant l'exposé de M. Chamberlain, le plus haut prix atteint en 1929 (£ 97:10) semblait devoir combler *les espoirs les plus optimistes.* Aujourd'hui, on voit plus loin.

(*Agence Economique et Financière*, 22.2.37.)

DU SERIEUX DANS LA POLITIQUE

L'auteur de *Civilisation* sait-il que le budget de la guerre lui doit, pour une bonne part, d'avoir été voté sans objection par nos pères conscrits ?

Ce budget était en discussion et des demandes d'explication allaient être présentées sur certains bancs, quand un de nos honorables se leva et fit valoir qu'un de nos plus célèbres écrivains, M. Georges Duhamel en personne, venait de publier, dans un hebdomadaire parisien, un article où il proclamait la nécessité pour la France de se tenir sur ses gardes. Le témoignage d'une personnalité aussi éprise de paix ne pouvait être suspecté.

Les pères conscrits l'admirent de bonne grâce et le budget passa comme une lettre à la poste.

(*L'Intransigeant*, 2.3.37.)

FAITES LE CALCUL !

On lance un emprunt pour la Défense nationale. Le précédent emprunt était aussi pour la Défense Nationale. Comment se fait-il qu'il y ait toujours de l'argent pour tout, pour les autos ministérielles, pour les traitements des députés, pour les voyages de M. Vienot, pour Mme Brunschvicg et pour Mme Lacore et jamais pour la Défense Nationale?

(*Candide*, 11 mars.)

LE GENDARME DE L'EUROPE?

Si l'on parle aujourd'hui couramment d' « *un coup de main* » hitlérien sur Prague, c'est parce que notre pays n'a plus le moyen pratique d'assurer la réplique immédiate qui neutraliserait l'effort de l'Allemagne contre la Tchécoslovaquie.

La France, qui n'est pas isolée diplomatiquement, est isolée militairement.

Si elle a dû abandonner l'Espagne républicaine sous le mauvais prétexte d'une « neutralité » que ni le droit public, ni ses principes ne justifiaient, c'est parce qu'étant passée d'une situation qui lui permettait de *contrôler la sécurité des autres* à une situation qui lui faisait douter de sa propre sécurité elle était condamnée à une politique de « sauve-qui-peut ».

(G. Cudenet. — *Le Petit Journal*, 11 mars.)

UN TITRE... PEU FRANÇAIS

« La confiance est tricolore cent pour cent. »

(Leader du *Jour*, 4 mars.)

COMME A ROME...

(*Le voyage du Duce en Lybie*)

M. Mussolini, escorté du maréchal Balbo, plus jeune que jamais, supporte tout cela allègrement. Il passe, il inaugure, il salue; il sourit, et partout il déchaîne l'enthousiasme. A part la couleur locale, c'est comme à Rome.

(*Intran*, 16 mars.)

COMME A BERLIN...

Jacques Doriot fonce en avant. C'est une offensive puissante, ardente de la voix et du geste. Les mots claquent. Des formules magnifiques lui viennent aux lèvres, des formules humaines, qui sont l'expression immédiate de ce que chacun, dans l'auditoire en haleine, ressent à l'instant même.

Et le public achève les phrases de Doriot, et tandis qu'il s'éponge le front, dans la lumière, ici, dans l'ombre, la masse applaudit à tout rompre. C'est un enchaînement, la foule fait écho à la pensée de Doriot et Doriot, se sentant compris, va de l'avant, soulève tous les détails, fait un tout magistral infiniment plus vivant qu'une doctrine.

Il présente à grands traits la France de demain.

Et cette France a belle figure ! Six mille bras se tendent.

COMME A MOSCOU...

« VOUS ETES, DUCE, LE PLUS GRAND HOMME DU MONDE ! »

La petite fille arabe qui a bien dit son compliment reçoit un sourire paternel, et la caravane du triomphe continue...

(Titre d'un reportage du *Figaro*, 15 mars.)

CHACUN SES VÉRITÉS

CLICHY

La presse de tous les partis, pour avoir, concurremment avec les organisateurs de manifestations et de contre-manifestations journalières, incité pendant des mois les Français au fanatisme, porte avec eux la responsabilité la plus lourde au sujet des tragiques événements du 16 mars.

A lire ces journaux, à écouter ces orateurs, les Français en sont venus à se considérer réciproquement comme des ennemis animés des intentions les plus meurtrières, et dont la seule présence est intolérable.

Cette malfaisance a été mise en lumière par leur attitude au lendemain même de ce malheur. Témoignant de leur mépris de l'intérêt public et de leur lâcheté à l'égard de leurs lecteurs, par l'attribution exclusive et prématurée des responsabilités, ils ont tout fait pour jeter une foule bouleversée dans de nouveaux drames.

Rappelons seulement ces manchettes, en caractères d'affiches :

L'Humanité :

UNE MONSTRUEUSE ET SANGLANTE PROVOCATION.

COMPLOT CONTRE LE PEUPLE.

A CLICHY OU LA ROCQUE AVAIT ORGANISE UN RASSEMBLEMENT, DES CHEFS DE LA POLICE FONT TIRER SUR LA FOULE OUVRIERE.

C'EST UN FEU ROULANT, DURANT UNE PARTIE DE LA SOIREE, QUI A REPONDU, APRES LES PROVOCATIONS DES CROIX DE FEU, A UNE PACIFIQUE CONTRE-MANIFESTATION ORGANISEE PAR LE COMITE DE FRONT POPULAIRE.

L'ARRESTATION DE LA ROCQUE ET DE DORIOT, FAUTEURS DE GUERRE CIVILE, S'IMPOSE SANS DELAI.

Le Populaire :

UNE ODIEUSE PROVOCATION DES EX-CROIX DE FEU FAIT COULER LE SANG OUVRIER A CLICHY.

Le Jour :

SANGLANTE EMEUTE A CLICHY, LE MAIRE DE CLICHY AMEUTE LES COMMUNISTES CONTRE UNE REUNION PRIVEE DU P. S. F.

L'Echo de Paris :

NUIT DE SANG ET D'EMEUTE REVOLUTIONNAIRE A CLICHY.

ABRITES DERRIERE DES BARRICADES, AU MILIEU D'UNE FUSILLADE INTENSE, LES COMMUNISTES ATTAQUENT LA FORCE ARMEE.

Citons comme seule conclusion cette phrase de Bergery (La Flèche, 20 mars)

Lorsqu'on exploite ainsi grossièrement l'émotion d'un peuple devant quelques morts et quelques centaines de blessés, on lui prépare, par la guerre civile ou étrangère, des millions de victimes.

OMISSIONS CALCULÉES, OU LE MENSONGE A COUPS DE CISEAUX

Le cas le plus fréquent est celui du résumé incomplet, par là-même tendancieux. Le Jour *et* L'Humanité *du 28 février en donnent un bel exemple, à propos d'un discours de M. Cachin.*

Le Jour :

Le « vénéré » Cachin est monté à la tribune.

Et les militants qui, l'instant d'avant, applaudissaient Thorez, ont débordé d'enthousiasme en écoutant leur pionnier pousser d'une voix claironnante son hymne à la discipline communiste, cette discipline qu'ignorent d'autres groupements politiques — à toi, S.F.I.O.! — et que le parti *doit à la IIIe Internationale et à ses « mots d'ordre »*. Quel contraste avec Thorez lorsque Cachin lance à ses troupes :

— *Il n'y a pour nous, communistes français, qu'un rôle, qu'une tâche, qui nous est assignée par notre parti communiste et par notre Internationale :* RÉALISER LES SOVIETS EN FRANCE!

Et d'évoquer les grandes leçons de l'histoire russe, « l'exemple de 1917 » :

— *Nous, seuls, sommes les révolutionnaires qui accompliront ici leurs destins!*

L'Humanité :

Voici enfin notre cher Marcel Cachin, dont l'apparition au micro déchaîne les ovations et l'hymne de Pottier.

Son allocution brève, mais pleine de flamme, va au cœur de tous les assistants. Marcel Cachin félicite de son rapport Maurice Thorez, « espoir de notre parti et du prolétariat français »; il magnifie la discipline communiste et salue notre glorieuse Internationale.

⁂

Autre exemple, où ce n'est pas une phrase, mais le fait principal — ici, le fait de l'arbitrage — qui se trouve omis.

Le Journal :

UNE GRÈVE APRÈS OCCUPATION DES USINES DE LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DES TÉLÉPHONES

Un employé de la Société Industrielle des Téléphones ayant été congédié pour fautes professionnelles graves, ce renvoi fut soumis à l'arbitrage. Le surarbitre agréé par le syndicat et par la société ayant reconnu le bien-fondé du renvoi, proposa néanmoins, dans un but d'apaisement, de limiter la sanction à deux mois de mise à pied. La société et l'employé acceptèrent cette sentence.

En dépit de cette double acceptation et en violation de la loi sur l'arbitrage, les deux mille ouvriers des quatre usines de la Société Industrielle des Téléphones (Grenelle-Clichy-Bezons) ont cessé le travail hier matin et ont occupé les locaux sans formuler préalablement de revendications.

L'Humanité :

La Direction avait besoin d'un motif. Elle a indiqué que Galtier avait commis des fautes professionnelles graves. Les ouvriers estiment, eux, que les arguments invoqués sont faux, sauf le premier, qui est insignifiant, et qui a d'ailleurs été reconnu par Galtier; et cela remonte au mois d'août.

⁂

On peut aussi, sans rien omettre d'essentiel, déformer radicalement le sens d'une déclaration en intervertissant *ses différents points. Il vaut la peine, à ce propos, de citer deux résumés d'une interview de Trotzky rapportée le 22 février par* Le Temps *et par* L'Humanité. *La simple interversion de la conclusion et des considérants permet au journal communiste de présenter Trotzky comme un partisan de Franco.*

Le Temps :

M. TROTSKI PRÉVOIT LA DÉFAITE DES GOUVERNEMENTAUX

On télégraphie de Mexico :

Interrogé par le correspondant de l'agence Havas sur les accusations portées par les communistes, selon lesquelles M. Trotski empêcherait ses partisans de s'engager en Espagne, M. Trotski a déclaré entre autres :

« Renoncer à soutenir les armées républicaines, seuls peuvent le faire les poltrons et les traîtres, agents du fascisme. Le devoir élémentaire de tout révolutionnaire est de lutter contre les bandes de Franco, de Mussolini et d'Hitler. »

Quant à son attitude à l'égard du parti ouvrier d'unification marxiste (P.O.U.M.), M. Trotski a précisé :

« Le P.O.U.M. a commis l'erreur de participer à la combinaison électorale dite de « Front populaire » sous le couvert de laquelle Franco, pendant plusieurs mois, prépara impunément l'insurrection qui, aujourd'hui, ravage l'Espagne.

« Pour combattre sur le front la main dans la main avec les autres partis, il est inutile de se mettre dans une fausse situation en participant à une politique gouvernementale de ces partis.

« Sans affaiblir le front militaire, il faut savoir rassembler pratiquement les masses sous le drapeau révolutionnaire. Dans nos trois années de guerre civile, la supériorité de l'art et de la technique militaires fut souvent du côté de l'adversaire mais, en fin de compte, ce fut le programme bolchevique qui vainquit. L'ouvrier savait bien pourquoi il se battait; le paysan hésita longtemps, mais, comparant par l'expérience les deux régimes, il soutint les bolchevistes.

« En Espagne, les staliniste qui, dans les sommets donnent le ton, ont lancé une formule à laquelle adhéra aussi M. Caballero : d'abord la victoire militaire, ensuite la réforme sociale.

« J'estime que cette formule est funeste à la révolution espagnole. Ne voyant pas dans la réalité la différence radicale des deux programmes, les masses travailleuses, les paysans surtout, sont tombées dans une indifférence absolue.

« Dans ces conditions, le fascisme vaincra inévitablement, car l'avantage purement militaire est de son côté. »

L'Humanité :

« LE FASCISME VAINCRA INÉVITABLEMENT », DÉCLARE TROTSKI, L'ALLIÉ D'HITLER

Alors que les troupes républicaines engagent une grande offensive contre les mercenaires hitlériens et mussoliniens de Franco, alors que toutes les forces de la nation espagnole se tendent pour résister à l'invasion fasciste, Trotski, l'homme qui voulait dépecer l'U.R.S.S. au profit de l'Allemagne et du Japon, a fait une déclaration au correspondant de l'agence Havas à Mexico, dans laquelle il dit que « le fascisme vaincra inévitablement car l'avantage purement militaire est de son côté ». Voilà qui va sûrement réconforter Hitler et Mussolini qui, depuis des mois, tentent — mais en vain — d'étrangler la démocratie espagnole. *Plus loin,* le funeste personnage désavoue la tactique du Front populaire en Espagne, il va même jusqu'à renier ses partisans. Si cette attitude n'est pas nouvelle, du moins elle éclaire de nouveau admirablement ce hideux contre-révolutionnaire qui s'est mis à l'avant-garde de toutes les forces de réaction mondiales. Il estime que la formule des républicains, « victoire militaire d'abord, réforme sociale ensuite », sera funeste à l'Espagne; selon lui, c'est le contraire qui serait juste, « réforme sociale d'abord et victoire militaire ensuite ». Il est facile de voir où Trotski-Gestapo veut en venir : créer des divergences entre les différents partis qui défendent l'Espagne républicaine afin d'affaiblir les gouvernementaux et favoriser Franco.

CONFRONTATIONS

Trop peu de Russes

La Russie préfère ouvrir, sous l'égide du Komintern, des officines de recrutement en France, en Angleterre, en Belgique, en Suisse, en Tchécoslovaquie. Elle préfère envoyer se faire tuer les hommes des autres pays et se contente de commanditer et diriger la tuerie.

(*Le Matin*, 10 janvier.)

Nouveaux incidents a Oran
Dix gardes blessés

Oran, 25 janvier. — Cet après-midi, à Oran, la garde mobile a dû, à plusieurs reprises, dégager la place Foch, où s'agitaient de nombreux manifestants. Une patrouille, s'engageant dans une rue du quartier israélite, a été accueillie à coups de revolver. Aucun des soldats n'a été atteint.

Des piquets de grève ont empêché tout travail sur le port. Huit navires étrangers, qui devaient charbonner à Oran, ont été détournés sur Gibraltar et Alger.

Le préfet et le maire ont lancé des appels au calme. On compte une dizaine de blessés parmi le service d'ordre et une vingtaine parmi les manifestants.

(*Le Figaro*, 26 janvier.)

Trop de Russes

Or, les Russes sont là-bas la majorité, et ce n'est pas depuis six mois qu'ils colonisent l'Espagne, mais depuis trois ans.

(*Le Jour*, 11 janvier.)

A Oran, la grève se déroule dans le calme

Oran, 25 janvier. — Dimanche matin, plus de dix mille grévistes de toutes corporations répondaient à l'appel de la C.G.T....

Marius Dubois, député, est salué par une vibrante *Internationale*.

Notre ami rappelle les travailleurs au calme et à la discipline la plus absolue, il informe les grévistes qu'en accord avec le préfet, il va demander au gouvernement la désignation d'un arbitre suprême. Puis, en cortège, la foule regagne la ville.

Une délégation est reçue par le préfet qui accepte l'ordre du jour voté, félicite les manifestants du calme observé et demande de ne pas troubler l'ordre de la rue qu'il doit faire respecter...

(*Le Populaire*, 26 janvier.)

Titres

Deux attentats signés Franco : A Cerbère, une bombe éclate dans le rapide Paris-Barcelone.

A Perpignan, un engin explosif est déposé au Consulat d'Espagne.

(*L'Humanité*, 8 mars.)

Une bombe éclate dans un wagon en gare de Cerbère. — On découvre des engins explosifs à Perpignan. — S'agit-il d'attentats terroristes dont on tiendrait les auteurs?

(*Echo de Paris*, 8 mars.)

ADMINISTRATION : LIBRAIRIE ALCAN
108, Boulevard Saint-Germain - PARIS-VI^e^.
Chèques postaux : Paris 96-61

REDACTION : 7, place de la Sorbonne - PARIS-V^e^.
Le secrétaire de rédaction reçoit sur rendez-vous.

ABONNEMENTS un an (20 numéros) — France, Belgique, Colonies ..... 25 fr.
Le numéro : 1 fr. 50 — Etranger ..... 35 fr.

La Rédaction des « Nouveaux Cahiers » sera reconnaissante à ses amis s'ils l'assistent dans son effort :

1° En lui adressant une liste de personnes susceptibles de souscrire un abonnement, auxquelles un service gratuit de trois numéros sera adressé ;

2° En souscrivant eux-mêmes, s'ils le peuvent, un abonnement de soutien, à un prix plus élevé, ce qui permettra de consentir, d'autre part, des abonnements à tarif réduit ;

3° En lui adressant leurs observations au sujet des études parues, en lui signalant des faits, des opinions, sur lesquels ils désireraient attirer l'attention.

DANS NOS PROCHAINS NUMEROS :

ETUDES ET MISES AU POINT : J. BARNAUD : **L'expérience socialiste en Suède.** — HENRI BOUCHÉ : **Conditions nationales d'une politique extérieure.** — BOUDEVILLE : **La Presse.** — P. DENIS : **Roosevelt.** — A. DETŒUF : **Les deux démagogies.** — Cl. LEBLOND : **Un statut démocratique des associations.** — G. PIROU : **Qu'est-ce que le capitalisme?** — A. POSE : **Crédit et Banques.** — BORIS SOUVARINE : **Choses d'Espagne.** — G. DE TARDE : **Hiérarchie des problèmes.** — P. VIGNAUX : **Grève et arbitrage.**

A QUOI PENSENT... l'ingénieur, l'étudiant, le paysan normand, le coiffeur, le petit patron, le journaliste, etc...

POUVOIR DES MOTS, par PIERRE BOST, A. DETŒUF, A. LEJARD, BRICE PARAIN, A.-M. PETITJEAN, M. MORÉ, D. DE ROUGEMONT, LOUIS ROUGIER, SIMONE WEIL.

Imprimerie LABOR, 20, rue Delambre, Paris-XIV^e^ — Le gérant : GRENIER.